

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Revue mensuelle de la Fondation Européenne Dragàn

La Russie et la violation des droits des peuples

La récente annexion de la Russie au Conseil de l'Europe a soulevé un grand bruit et de nombreuses critiques et, en réalité, elle constitue un événement d'une extrême gravité et de grand danger pour la politique internationale et la défense des droits des peuples.

La question de fond peut être focalisée en termes très précis et clairs: juste dans la phase où la Russie a aggravé, jusqu'à ses conséquences extrêmes, le conflit avec la Tchétchénie, sa demande d'adhésion au Conseil de l'Europe a été accueillie.

Nous rappelons à ce propos que la Fédération russe avait présenté la demande il y a seulement quelques années - exactement le 7 mai 1992 - et que la procédure d'adhésion avait été formellement interrompue en février 1995 en concomitance des conflits armés avec la Tchétchénie.

On ne comprend pas pour quelle raison, à un an de l'interruption du processus d'adhésion, la Russie peut maintenant tranquillement faire partie du Conseil de

l'Europe. Le rapport de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (doc. 7443 du 2 janvier 1996), de manière pour bien des aspects surprenante et même vraiment déconcertante pour qui, comme nous, a cru et encore croit dans le Droit et dans les voies pacifiques que la démocratie met à disposition pour la résolution des différends internationaux et la sauvegarde de la liberté des peuples, justifie l'accueil de la demande de la Russie en déclarant que cette nation est en mesure de fournir les "garanties" nécessaires et de s'assumer les "engagements" demandés pour l'adhésion au Conseil de l'Europe.

En particulier ces garanties et ces engagements sont indiqués à l'article 3 du Statut et concernent précisément la reconnaissance de l'emploi du Droit, et non de la force et de la prévarication, dans la réglementation des relations internationales et intérieures ainsi que pour la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le Statut prévoit aussi la collaboration entre les nations pour la participation de programmes intergouvernementaux de coopération et d'assistance, le développement d'un système juridique international, la protection des minorités nationales, la défense des libertés de réunion et de religion. A ce propos nous considérons éloquentes les paroles du chancelier allemand Helmut Kohl prononcées récemment à l'occasion de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et que nous publions dans ce même numéro du *Bulletin Européen*. Comme il est connu, le *Bulletin Européen* est une tribune libre internationale qui désormais depuis 46 ans de manière ininterrompue a favorisé la naissance et, ensuite, le développement d'un véritable esprit européen et d'une communauté culturelle en Europe. Les paroles de Helmut Kohl - qui mettent en lumière comme la création de l'union européenne ne peut pas être un événement exclusivement économique et politique, mais aussi tout d'abord culturel - soulignent les finalités et les tâches auxquelles est préposé le Conseil de l'Europe, essentiellement défini la "conscience démocratique de l'Europe". Pourtant l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe est un acte très grave qui lèse les droits et les principes auxquels le Conseil prétend s'inspirer. Accueillir la demande d'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe cela signifie en réalité avaliser la vexation et la violence du principe d'autodétermination des peuples; permettre qu'une nation comme la Russie - qui du reste n'appartient pas à la tradition démocratique européenne - piétine les droits de l'homme cela signifie, de plus, favoriser indirectement l'emploi de l'intervention militaire et non pas du droit dans la réglementation des problèmes politiques.

Nous ne pouvons donc pas garder le silence face à cette décision de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Au

niveau international plusieurs observateurs, du reste, ont remarqué comme cette nouvelle orientation du Conseil soit discordante avec l'action politique et militaire que la Russie est en train de conduire en Tchétchénie.

Le problème des rapports et des conflits entre la Russie et la Tchétchénie a été soumis plusieurs fois à l'attention de l'opinion publique de la part des moyens d'information. Le *Bulletin Européen* a ponctuellement souligné et dénoncé le caractère ouvertement anti démocratique qui encore récemment, après l'effondrement de l'empire soviétique, a animé et continue à caractériser la politique de pays comme la Russie et l'Ukraine. Cette attitude de prévarication n'est pas limitée à la Tchétchénie mais on le relève aussi dans d'autres aires, malheureusement pas suffisamment considérées par la presse et les médias en général. Nous ne devons en effet pas oublier le problème de la République de Moldavie, un entier pays soustrait à la Roumanie et en réalité soumis à la maîtrise russe. Le conflit entre les autorités moldaves de Kichinev et les autonomes de la Transnistrie a amené en 1992 presque à une situation de guerre "civile" qui a entraîné l'intervention de la 14^{ème} armée russe sous le commandement du général Lebed.

La présence dans cette aire de la 14^{ème} armée russe représente un ultérieur grave facteur d'instabilité politique internationale, outre que de lèse-majesté du droit d'autodétermination des peuples et des droits de l'homme, et elle s'insère dans le cadre de la politique étrangère russe qui continue à maintenir ses propres incomparables caractères impérialistes. Il est pourtant vrai que le 21 octobre 1994 les premiers ministres de la Russie et de la République de Moldavie ont signé un accord sur le retrait de la 14^{ème} armée du territoire moldave à se réaliser en trois ans à partir de la date de l'entrée en vigueur

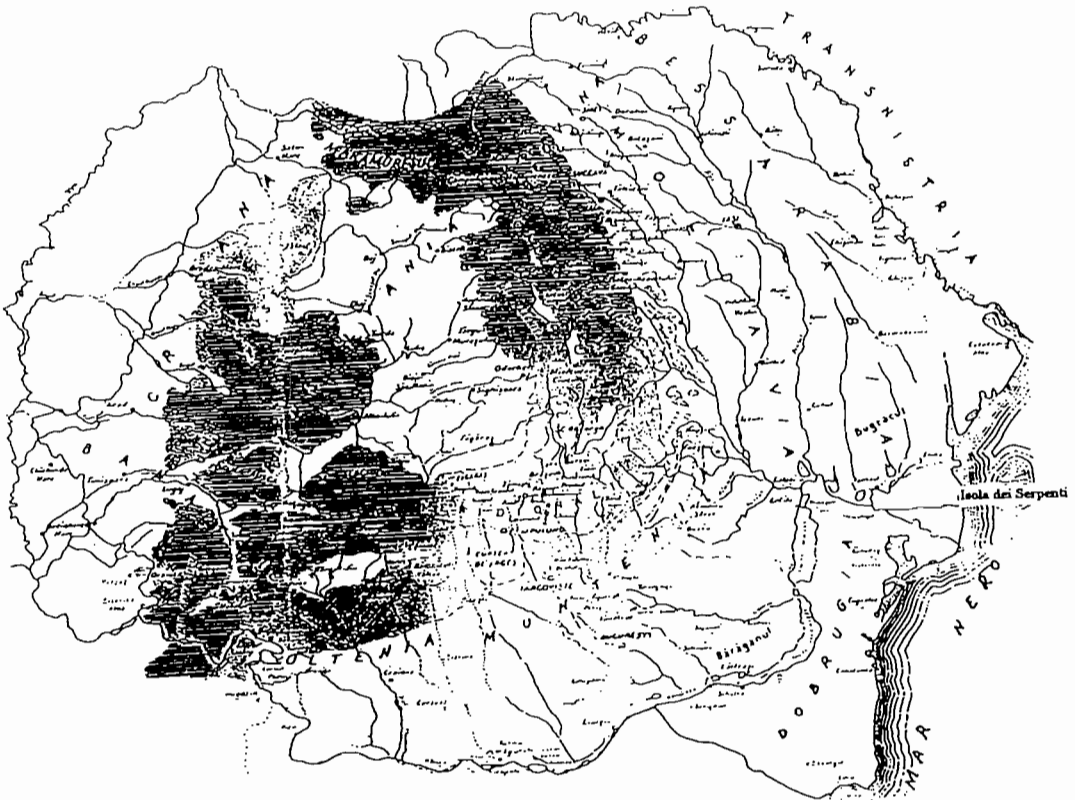
du texte. Mais ce traité n'a pas encore été ratifié par le Parlement russe, comme le Conseil de l'Europe lui-même sait bien.

En réalité, la Russie et l'Ukraine maintiennent encore en régime *colonial* une partie de la véritable Europe, en particulier des terres et des populations de la Roumanie: la Bucovine, la Bessarabie méridionale, la Herza et l'Île des Serpents, qui est la base de la flotte atomique et de puissants radars de surveillance sur l'Europe.

Par conséquent, les considérations qu'écrivait Bruno Bauer en 1855, et qui ont été reprises par Dieter Groh dans son important essai *La Russie et l'auto-conscience de l'Europe*, nous semblent encore très actuelles et dignes d'être prises en sérieuse considération. Bauer illustre

la confrontation et le contraste entre la Russie et l'Europe: "Ce peuple - dit l'auteur en se référant aux Russes - au visage d'un homme et au corps d'un lion est le sphinx qui se trouve face à l'Europe d'aujourd'hui, et qui a posé le devoir d'interpréter l'énigme du futur. Les yeux du monstre sont orientés attentifs et immobiles, sur l'Europe, la patte léonine est levée et prête à attaquer; que l'Europe réponde à la question et elle sera sauvée; - mais elle doit cesser de se mesurer avec ce problème, qu'elle attende que la réponse vienne toute seule ou qu'elle la confie au hasard, et voilà qu'elle sera la proie du sphinx qui la pliera de sa force inflexible".

Europaeus



Un nouvel essor pour les Nations Unies

de Boutros Boutros-Ghali

Secrétaire général des Nations Unies

Le cinquantième anniversaire des Nations Unies, qui a été récemment célébré, ne doit pas représenter seulement un moment pour reparcourir le premier demi-siècle de l'Organisation et se préparer à ses deuxièmes cinquante ans de vie mais aussi une occasion pour chercher la manière de récupérer cet essor global apparu si vivement au début de cette décennie.

Les espoirs suite à l'effondrement du Mur de Berlin il y a six ans - c'est-à-dire que les nations auraient travaillé ensemble pour le progrès économique et social de tout le genre humain - sont restés encore largement irréalisés.

Les conflits qui résistent aux efforts réalisés pour les résoudre sont nombreux et de nouvelles guerres ont éclaté - la plupart sont des guerres fratricides à l'intérieur des Etats - et le total des aides données aux Pays en voie de développement est actuellement diminué.

Au cours de l'année dernière, de violents conflits armés ont mis à dure épreuve les ressources de l'Organisation; en même temps, ces conflits dominent la perception que l'opinion publique a du rôle et de l'efficacité de l'ONU. Malheureusement la plupart du temps les mandats et les ressources mis à sa disposition pour affronter ces demandes sont inadéquats.

Dans le domaine économique et social, aussi bien que dans celui politique, nom-

breuses sont les aires de grande préoccupation envers lesquelles les Nations Unies, jusqu'à aujourd'hui, ne se sont pas trouvées à la hauteur du défi. La situation des pays les moins industrialisés reste critique. En même temps, les efforts entrepris par les Nations Unies pour favoriser le développement ont été énormes et utiles, aux résultats incontestables.

Les Nations Unies restent un instrument irremplaçable dans l'effort pour sauver des vies humaines et prévenir l'explosion de conflits à grande échelle et d'un point de vue plus ample, à long terme, et les signes de progrès dans cette direction sont nombreux.

Jamais auparavant tant de personnes courageuses ne se sont engagées pour l'amélioration du monde dans lequel nous vivons, jamais les nations n'ont été si conscientes que leur destin est lié à celui des autres. Et jamais jusqu'à présent n'a été mis en évidence de manière aussi claire que l'utilité réciproque des institutions internationales de coopération - avec les Nations Unies à la première place - représente une nécessité vitale pour tous. L'impératif est donc de rester concentrés sur ce mouvement vers des objectifs à long terme et ne pas permettre que la consternation due aux difficultés à caractère de transition n'affaiblisse le positif essor rejoint jusqu'à aujourd'hui.

La réforme des Nations Unies, en les transformant en une organisation plus simple, plus concentrée sur ses propres priorités et plus intégrée, en mesure de poursuivre les différents aspects de son mandat, de manière à ce que ces derniers se renforcent les uns les autres et de la manière la plus productive possible, a continué à être le principal objectif de mes efforts au cours de cette année.

A cette fin j'ai proposé un plan de gestion destiné à créer une organisation fondée sur les missions et orientée aux résultats.

Ce plan se base sur la réalisation de cinq objectifs fondamentaux: une meilleure gestion des ressources humaines; une meilleure gestion des programmes de l'Organisation, de l'identification des priorités à la mesure des résultats; l'amélioration des informations avec lesquelles gérer l'activité; une meilleure gestion et l'élargissement des capacités technologiques; et une meilleure gestion de la structure des coûts d'organisation.

Les derniers douze mois ont vu d'ultérieurs tangibles progrès vers l'assouplissement des opérations, le renforcement des responsabilités, la réduction du personnel et le raidissement des niveaux de direction, l'élimination des gaspillages et des redondances.

Cependant, aucune réforme ne peut avoir succès à moins que l'Organisation ne soit pourvue d'une base financière plus adéquate et fiable. La difficile situation financière de l'ONU est déterminée par des retards continus dans le paiement des contributions de nombreux gouvernements.

Le nouveau cadre mondial demande clairement une coopération plus systématique entre les Nations Unies et toutes les autres parties engagées, à tous les niveaux, dans la promotion de la sécurité poli-

tique et économique. Cela implique les organisations régionales et sous-régionales, aussi bien que les entités non étatiques comme les groupements de citoyens, les mouvements enracinés dans le territoire et les organisations non gouvernementales de tout genre. Le renforcement de la coordination et de la coopération entre ces sujets et les différentes composantes du système des Nations Unies peuvent servir seulement à améliorer la capacité de rejoindre les objectifs indiqués par le Statut, aussi bien qu'à renforcer les principes démocratiques.

Les problèmes d'actualité immédiate - lesquels, s'il ne seront pas affrontés de manière adéquate, peuvent nuire irréparablement aux Nations Unies en tant que moteur pour le progrès - sont ceux du respect pour la sécurité du personnel des Nations Unies, de la situation financière de l'Organisation et des fonds destinés au développement.

D'autre part, le développement, l'action humanitaire et les droits de l'homme sont les fondements de la paix à laquelle il faut accorder la nécessaire priorité. Cette année a vu une épouvantable persistance et intensité de conflits qui ont impliqué un grand nombre de civils innocents comme il n'avait jamais été vu précédemment. La réalité de la guerre d'aujourd'hui est que désormais 90% des victimes sont des non combattants qui souvent sont délibérément pris comme cible à cause de leur ethnie ou de leur foi religieuse.

Chacun de nous doit comprendre que la grande partie des problèmes du devenir humain sont les problèmes essentiellement transnationaux. Nous avons donc le devoir d'élaborer un projet pour la société globale, un projet qui doit se fonder sur les valeurs de la démocratie et sur le respect de la personne humaine.

Discours au Conseil de l'Europe

de Helmut Kohl

Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne

L'Assemblée parlementaire ne s'est jamais limitée à une fonction purement consultative, elle s'est toujours considérée aussi comme l'instigatrice et le moteur des activités du Conseil de l'Europe.

Notre continent se trouve dans une phase de bouleversement et de mutation. La composition même de cette Assemblée témoigne de cette réalité. En effet, si le Conseil de l'Europe comptait vingt-sept membres il y a deux ans, il en compte maintenant trente-six. En ajoutant les délégations invitées, ce sont quarante-deux pays au total dont les représentants librement élus sont réunis ici.

Je vous salue tous bien cordialement, et en particulier vous, les députés d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est. Votre présence ici aujourd'hui constitue pour moi la preuve que nous avons déjà nettement progressé vers l'unité européenne.

Il a été mis un terme à la partition contre nature de l'Europe et à celle de l'Allemagne. Tout ce qui se passe en ce moment dans mon pays et doit encore se passer à l'avenir exige de nous beaucoup de force, de courage et de compréhension mutuelle, car les quarante années durant lesquelles l'Allemagne a été divisée sont plus qu'une période quelconque. Il y a eu le mur, l'appartenance à deux univers politiques différents. Bon nombres d'expériences remontant à cette époque de division par la force sont gravées dans la mémoire des hommes.

Ceux d'entre vous qui sont venus en Allemagne ces dernières années, dans les nouveaux Länder également, ont dû percevoir ces bouleversements. Et pourtant, malgré tous les soucis et tous les problèmes qui vont de pair, nous sommes sur la bonne voie.

Je suis intimement persuadé que les habitants de notre pays parviendront à résoudre ensemble les énormes problèmes qui se posent dans les domaines économique et social. Pour celà, il faut de la patience. Et puis, pour parvenir à notre but, il faut que nous ayons du souffle.

Le Conseil de l'Europe est la plus ancienne institution qui regroupe tous les pays de l'Europe libre. Il symbolise mieux que toute autre institution l'unité européenne dans l'esprit des droits de l'homme, ce "génie européen" qu'évoquait le pape Jean-Paul II en 1988 dans son discours devant le Parlement européen à Strasbourg.

Dans les décennies qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, le Conseil de l'Europe a déjà joué un rôle important dans la perspective de l'unification de notre continent. Ses membres fondateurs ont tenté à l'époque, en 1949, de tirer la leçon de l'histoire de ce XX siècle dont ils avaient fait eux-mêmes tout personnellement la douloureuse expérience.

Ils se rendaient bien compte que la paix et la réconciliation entre les peuples européens ne pouvaient être consolidées de manière durable que sur la base de l'ordre

démocratique et du respect des droits de l'homme. Ce sont cet esprit et cette conviction qui ont depuis lors accompagné et déterminé l'action du Conseil de l'Europe.

Vous veillez tout particulièrement au respect de ces valeurs également lors de l'adhésion de nouveaux membres, et c'est bien ainsi. Ce sont vos recommandations au Comité des Ministres sur lesquelles s'appuient les décisions prises par le Conseil de l'Europe en matière d'adhésion.

Par ailleurs, divers membres de l'Assemblée parlementaire ont pu fournir de précieuses impulsions en vue du développement des structures démocratiques de ces pays en voie d'adhésion au cours de rencontres et d'entretiens organisés dans ces mêmes pays. L'Assemblée parlementaire s'est donc acquittée de cette manière également de sa responsabilité particulière.

Il arrive que l'on qualifie l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de *conscience démocratique de l'Europe*.

Le travail effectué par le Conseil de l'Europe pour améliorer la protection des minorités mérite un éloge tout particulier. Qu'il me soit permis de mentionner ici en tout premier lieu l'accord-cadre destiné à garantir pour la première fois, au plan du droit international, une protection efficace des droits et des libertés des minorités.

Combien de souffrances et de misère auraient pu être épargnées à bien des êtres humains en Europe si ce document élaboré par vous avait existé dès le début du siècle!

Par ailleurs, il s'agit de renforcer le Conseil de l'Europe dans son ensemble. Dans ce contexte, je pense aux instruments de protection prévus par la Convention européenne des Droits de l'Homme, à une nouvelle amélioration de la protection des minorités et, de concert avec l'Union européenne, à des mesures de lutte résolues contre les tendances racistes, antisémites et xénophobes.

Mesdames, Messieurs, dès le début, le

Conseil de l'Europe a considéré que sa mission consistait également à maintenir et à cultiver l'idée de *l'unité culturelle de l'Europe*.

Les questions économiques jouent certes un rôle essentiel pour l'unification de notre continent, mais j'ai toujours insisté sur le fait qu'il serait dangereux de perdre de vue la dimension culturelle du processus d'unification européenne.

Sa culture est en effet le lien le plus fort qui unit l'Europe et qui l'unira à l'avenir. Nous devrions mettre à profit dans ce domaine les expériences qui nous ont permis d'acquérir quarante ans de coopération culturelle.

Notre objectif doit être de mener une coopération à l'échelle de l'Europe entière dans des domaines importants, tels que la formation scolaire et universitaire, les échanges dans le secteur des arts plastiques et la conservation de notre patrimoine culturel.

Nous avons deux options: unifier l'Europe maintenant ou attendre. Je ne crois pas que la chance de voir l'Europe unifiée se représentera dans un avenir prévisible si nous la laissons passer aujourd'hui. C'est maintenant qu'il nous faut agir!

Dans le Traité de Maastricht, il est question d'une *conscience européenne* et de *l'identité de l'Europe* et de l'Union européenne.

L'Union européenne a conclu ou préparé avec ses partenaires d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est des accords dotés d'une perspective d'adhésion. Néanmoins, il n'y aura pas d'adhésion automatique. Chacun des candidats devra en définitive remplir les conditions nécessaires à son adhésion.

Nous devons conserver notre héritage européen, notre culture qui s'est développée au fil des siècles. Ce qui importe avant tout à nos yeux, c'est l'esprit qui anime ces oeuvres d'art et qui fait toute leur grandeur et leur beauté, par-delà le temps et l'es-

pace, cet esprit empreint de la philosophie antique et humaniste, du rationalisme des Lumières et, bien entendu, surtout, du christianisme.

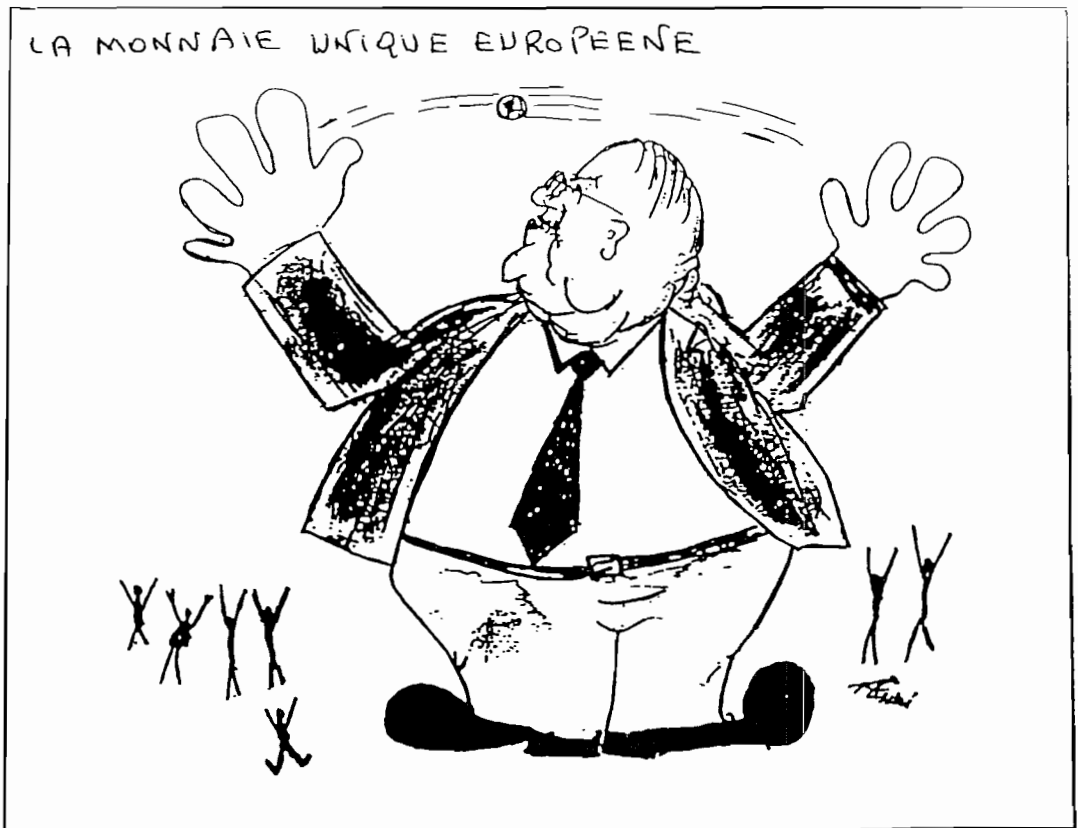
L'idée européenne est née de la prise de conscience de ces origines communes. Elle n'est ni compréhensible ni réalisable sans le système de valeurs que nous avons adopté. Ce système de valeurs se base sur l'unicité de l'homme, ainsi que sur le respect de la vie, de la dignité humaine et des libertés individuelles. Dans cet esprit, nous dédions nos pensées et notre action à l'avenir d'une Europe unie et pacifique.

Notre vision de l'Europe, c'est l'unité

dans la diversité. La trilogie "Terre natale-Patrie-Europe" déterminera l'avenir des peuples européens.

Nous devons penser en particulier à nos jeunes. Car c'est de leur avenir qu'il s'agit. C'est pour eux que nous tenons à concrétiser notre vision d'une Europe unie, cette Europe dont ils ont besoin pour vivre durablement dans la paix et la liberté.

Sachons nous montrer, nous Européens, à la hauteur de cet effort! Ne nous laissons jamais de lutter et d'oeuvrer pour une Europe unie dans la liberté, pour le bien de nos enfants, de nos petits-enfants et de toutes les générations futures.



Le nationalisme et le communisme dans la Russie actuelle

de *Leonardo Casini*

Lorsque le mur de Berlin, le symbole de la tyrannie communiste et de la domination soviétique sur l'Est européen s'est effondré, et lorsque la Russie de Gorbatchev et de Eltsine a pris une nouvelle physionomie, tout l'Occident s'attendait que l'ancienne patrie du communisme aurait progressivement rejoint les institutions démocratiques, les libertés politiques et une économie de marché, en se rapprochant ainsi, dans des temps plus ou moins longs, des niveaux de vie occidentaux.

Mais les choses, dans l'histoire des hommes, ces êtres complexes et souvent contradictoires, n'ont pas un cours linéaire et il faut souvent tenir compte de l'évolution et de la culture des peuples, de la maturation politique d'entières classes sociales, de leurs traditions.

En Russie la confusion politique, le chaos économique et le désordre social ont amené à une situation limite, à une crise si forte telle à faire précipiter le Pays aux marges de la société civile, au-delà desquelles, il y a seulement la lutte des bandes armées et la guerre de tous. Les institutions craquent dangereusement, la mafia et le crime dominant, la politique est en proie aux forces anarchisantes que les partis et les groupes les plus importants arrivent difficilement à maîtriser. A cela il faut ajouter l'extrême pauvreté d'une grande partie de la population due à une économie fortement improductive et en proie à une dégradation corrosive et conti-

nue. Enfin ajoutons-y le sens de la perte de l'unité surnationale et impériale ainsi que de la politique de puissance vantées par le régime soviétique qui donnaient au citoyen russe bien que privé de la liberté et du bien-être l'orgueilleuse illusion d'appartenir à une superpuissance. Désormais il y a seulement un énorme arsenal de guerre en désarmement, inutile, obsolète, mais en même temps dangereux pour le risque que des fonctionnaires corrompus et délinquants ne vendent des armes de tout genre, même les armes atomiques, à des potentiels riches marchands ou aux gouvernements étrangers animés de propos agressifs.

Le résultat donc, bien compréhensible, est que dans le citoyen russe naisse une forte, même si néfaste nostalgie du passé, dans lequel le niveau de vie même si bas, mais certain, s'unissait à un inflexible ordre public ou à une politique impériale propagée de tous les tons.

De cette situation dérive cet étrange mélange de communisme et de nationalisme impérialiste dont Gennadj Zjughanov, le néocommuniste vainqueur des dernières élections russes, est le principal coryphée. Pour comprendre où, aujourd'hui, est en train d'aller la Russie, il me semble intéressant prendre en considération ce que récemment Zjughanov a écrit dans un essai *La Russie dans la lutte des civilisations*: "Aujourd'hui, dans une situation de contradictions et de grande tension sociale,

capable de se transformer en une force matérielle, de réunir autour d'elle toutes les forces saines, patriotiques et de donner un sens et un objectif à l'activité des plus vastes couches de la société". Ici l'étatisme communiste et l'étatisme nationaliste se fondent en un pacte d'acier, en regroupant toutes les "forces saines et patriotiques" tendues vers l'objectif commun de reconstruire la "nation soviétique" (y compris - nous nous demandons - l'empire sur les anciens Pays satellites?) et lui rendre son ancien pouvoir perdu. Le communisme constitue, pour ces néocommunistes, l'élément fondamental de l'identité du peuple russe, autour duquel joindre tout l'héritage historique de la tradition nationale russe. De là cette étrange alliance avec les nationalistes, qui pourtant, devraient être idéologiquement leurs antagonistes implacables et qui sont, au contraire, en réalité leur alliés les plus fidèles. Ils sont unis par le regret du passé: avec le communisme la Russie était forte, unie, impérialiste, elle était une superpuissance, maintenant elle n'est plus rien de tout cela. Et bien - disent-ils - au prix de perdre la liberté et un futur bien-être, nous retournons en arrière! Le capitalisme ce n'est pas pour nous, c'est un "mal" occidental. Et Zjuganov continue: "La Russie est un monde particulier, un véritable 'Cosmos social' avec ses caractéristiques historiques, géopolitiques, philosophiques, nationales et économiques... La cause principale du malaise politico-social

se trouve dans la tentative de restauration capitaliste, une tentative qui mine les bases spirituelles et matérielles de la société et de l'Etat et qui met encore plus en relief les différences substantielles de la civilisation occidentale et de la civilisation russe". La lutte contre le capitalisme et la lutte contre l'Occident sont une seule chose; seulement le communisme convient à la nation russe, tandis que la liberté, la démocratie et le marché conviennent aux occidentaux corrompus et dépourvus de la spiritualité russe.

Il s'agit d'idées dangereusement proches, du moins fondamentalement, de cette mixture de nationalisme et de démagogie qui a été le terrain de culture du national-socialisme. En Russie ces forces ne sont pas au gouvernement, mais elles grandissent menaçantes, et déjà Eltsine a dû leur faire beaucoup de concessions, en adoptant une "ligne dure" et anti-occidentale en politique étrangère.

Mais ce n'est pas de cette manière que la Russie pourra se sauver et sortir de la crise qui la serre. Si par malheur le national-communisme prévaudrait, la Russie serait condamnée à un nouveau et lourd isolement, au sous-développement, dangereux pour elle et pour les autres: ceux-là sont de tous temps les ingrédients qui poussent les dictateurs et les despotes de toute époque à déverser à l'extérieur la rage et les frustrations de leur peuple en agressant d'autres peuples.

Du respect de la personne à la construction d'une culture de la paix

Un projet qui rapproche les Nations Unies et
la Fondation Européenne Dragàn

de Giancarlo Saporetti

Le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), Federico Mayor, a annoncé un nouveau projet ayant comme finalité la construction et l'édification d'une culture mondiale de la paix.

Près la direction générale de l'Unesco sont en train de travailler au projet, en voie de définition, les plus grands experts internationaux dans ce domaine. Les lignes générales du programme prévoient la réalisation et le développement d'une coopération internationale pour la recherche et l'enseignement en matière de droits de l'homme. A ce propos l'Unesco entend renforcer les rapports avec les différents instituts et organismes qui s'occupent à différents titres et sous différentes formes de la défense, de la diffusion et de la sensibilisation des droits de l'homme, parmi lesquels la Fondation Européenne Dragàn.

Dans le cadre de la présentation de ce nouveau projet, Federico Mayor a déclaré que le respect de la dignité humaine est la condition *sine qua non* pour une véritable culture de la paix. Le directeur de l'Unesco a ajouté que l'entier appareil législatif des différents pays et chaque réglementation des lois relatives aux droits de l'homme doivent être conformes aux objectifs de

construction de la paix et d'une culture de la paix et ne pas se limiter exclusivement à dénoncer ou à condamner les flagrantes violations des droits de l'homme.

Favoriser la croissance d'une culture de la paix cela signifie, en réalité, changer d'orientation et sortir d'une phase qui se limite à condamner ou à limiter ces événements qui troublent la paix. Il faut passer à une *pars construens*, à l'établissement d'un programme international qui favorise la croissance, le mûrissement et l'assimilation des idées et des valeurs de respect de la personne. Cette phase est infiniment plus complexe et plus à long terme que la simple condamnation ou le travail de limitation des manifestations d'intolérance, mais c'est une voie de laquelle on ne peut pas faire abstraction si on veut affronter le problème de la négation des droits de l'homme les plus élémentaires par une action avant-coureuse de résultats durables.

Comme Fondation Européenne Dragàn, conformément au programme de l'Unesco, nous sommes convaincus que la paix et les droits de l'homme sont des valeurs qui, en tant que telles, ne peuvent pas être imposées ni garanties par une action de maîtrise, mais ces valeurs doivent être ac-

quises par les consciences individuelles et collectives.

Et c'est précisément pour cette raison que Federico Mayor a souligné la nécessité de renforcer l'oeuvre de sensibilisation - vers les hommes et les femmes, les adultes et les jeunes de toute classe sociale et de toute foi politique et religieuse - vers ce message essentiel qui constitue la base de la construction de la paix et de la culture de la paix: le respect de la personne humaine. Le nouveau programme indiqué par la direction de l'Unesco prévoit donc de faire pression sur l'éducation, la formation et la recherche en matière de droits de l'homme considérés comme les vecteurs privilégiés de l'activité de sensibilisation.

La Fondation Européenne Dragàn est en train de donner son apport actif à la réalisation de ces programmes, non seulement à travers l'empreinte qui distingue et qui caractérise tous ses départements intérieurs, mais aussi à travers la création de spécifiques structures d'éducation et de centres de recherche comme la Dragàn European University.

A la présentation du nouveau projet de Federico Mayor ont participé les représentants d'environ cinquante instituts universitaires, parmi lesquels d'importants juristes et studieux. Nous signalons entre autre la présence de Pierre Cornillon, secrétaire général de l'Union Interparlementaire qui groupe 131 pays, outre à la nombreuse présence de responsables et de dirigeants des institutions qui s'occupent de droits de l'homme parmi lesquels se di-

stingue l'Institut de formation en droits de l'homme de Paris.

Cette assemblée s'insère à plein titre dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et elle en constitue un moment de particulière importance surtout pour son impact opérationnel.

Federico Mayor a posé l'accent sur les activités que l'Unesco a réalisées et qu'elle est en train de réaliser dans le domaine des droits de l'homme. En particulier il a mis en relief le rôle du matériel didactique et éducatif ainsi que l'établissement de moments et d'espaces de formation dans ce domaine.

Un point nodal du discours de Mayor et du programme à développer se trouve, en tous cas, dans l'importance de la coopération entre les instituts internationaux, nationaux et régionaux d'éducation aux droits de l'homme.

Le problème des droits de l'homme et de la construction d'une culture de la paix sont trop importants et complexes pour ne pas être affrontés par une action synergique qui engage le plus de centres et de personnes possibles, unis et solidaires dans la réalisation d'un programme inspiré à ces valeurs dont il faut absolument tenir compte et qui inspirent la vie et la croissance de l'homme, valeurs qui ont été soutenues et défendues par l'Unesco et par la Fondation Européenne Dragàn dans une activité qui dure désormais depuis un demi siècle mais qui est, aujourd'hui, encore plus précieuse et nécessaire.

Les communistes reviennent-ils?

de Manlio Contri

Après l'effondrement du mur de Berlin, qui a marqué le début de la fin du communisme en Europe, un peu partout dans les pays de l'Est affranchis de la dictature de Moscou, les intellectuels, les étudiants et même le peuple se livraient, dans une joyeuse euphorie carnavalesque, à la sépulture symbolique de la faucille et du marteau. Il y a encore quelque bel esprit qui garde dans un coin de son bureau un petit "souvenir" de cette époque: un pot bien fermé contenant le "dernier souffle du communisme". Aujourd'hui, en 1996, la sépulture de ce spectre, proclamé par le "Manifeste communiste" il y a un siècle et demi, apparaît moins probable qu'en 1989. D'un point de vue historique c'est un phénomène qui ne devrait pas surprendre.

En l'an V de sa grande Révolution, la France avait déjà fait voter deux Constitutions: elle avait vu la mort du roi guillotiné avant de voir les tant aimés enfants de la Révolution, Danton et Robespierre, emportés par les changements. Elle avait devant elle les années de Napoléon et de la Restauration.

Même la Russie en l'an V de sa grande révolution mettait fin à la guerre civile, obligée à reconnaître l'échec du communisme de guerre. Lénine inventait la formule de la NEP (Nouvelle Politique Economique). Dans les cellules du parti on discutait pour savoir si cette politique était ou non un retour au capitalisme. La Russie devait affronter les années de Staline et des Goulags.

1989-1995: en Pologne Lech Walesa, l'auteur de Solidarnosc, le protagoniste de

la victoire sur le communisme a été battu de justesse par le post-communiste Kwasniewsky, en Russie le post-communiste Zyuganov est à la première place dans les bulletins pour la Duma avec 21,8% des voix, en tête à tous les autres partis.

Même si Kwasniewsky a tout de suite fait profession de démocratie il y a à se demander si les communistes sont de retour.

La vérité est que les révolutions, même les "révolutions de velours", sont rarement capables de répondre aux espoirs qu'elles ont générés. La déception, le pessimisme envahissent les âmes et tout le monde est obligé à se rendre compte de l'évidence: l'ancien régime que tous croyait profondément mort, vit encore.

Le retour au pouvoir des anciens communistes peut être compris à travers deux paradigmes de base. Le premier paradigme, celui de la "recommunistisation" - écrit *Le Monde* - est conduit surtout par le parti des "décommunistisateurs". Le second, celui de la "restauration de velours" est soutenu par les modérés, qui présentent le retour des anciens communistes comme une conséquence inévitable de la révolution même.

Pour les adeptes de la "décommunistisation" il n'y a eu ni de changement, ni de révolution, mais une simple simulation qui a permis aux anciens communistes de convertir leur pouvoir politique en une puissance économique et d'éviter la juste vengeance des dominés. De fait, sous le regard angoissé de la population, les anciens membres de la Nomenclature et des hautes hiérarchies des services secrets

partagent la richesse nationale pour recréer une nouvelle "société" soumise à leurs propres intérêts. En même temps la thèse de la "recommunistisation" comme celle de la conspiration autorisent les dirigeants démocratiques à repousser toute responsabilité de l'échec de leur politique.

Nous n'épuiserons pas nos arguments, ni dans le discours de la "recommunistisation", ni dans la rhétorique de la restauration. Le problème est ailleurs: comment reformuler l'anticommunisme des années '90 en une perspective d'"anti-postcommunisme". Pourquoi ce qui menace l'Europe de l'Est, et parmi les autres pays la Bulgarie, est moins le retour du communisme que la consolidation du post-communisme.

Le communisme dans sa version classique et traditionnelle est incapable de reprendre ses anciennes positions et de rétablir son pouvoir: cela est inconcevable que les "goulags" puissent réapparaître, que le pluralisme soit à nouveau défendu, que la liberté de presse soit suspendue ou que soit imposé au pays un isolement international au but de reconstruire le Comecon ou le Pacte de Varsovie.

Comme système politique le communisme est mort aussi aux yeux de ses partisans les plus acharnés. Il faut toutefois faire face à une série de substitutions démagogiques qui constituent un véritable danger pour un pays en voie de transition. L'idée elle-même de démocratie a cédé le pas à un chaos à la fois pluraliste et autoritaire qui nourrit toute sorte de manifestation criminelle: pensons surtout aux différentes formes de criminalité organisée: la mafia, la corruption, l'extorsion politique. D'autre part l'idée d'économie de marché s'efface lentement en faveur d'un capitalisme centralisé. Les derniers sursauts du communisme menacent d'entraî-

ner dans la tombe ces jeunes et fragiles démocraties qui font leurs premiers pas.

Dans le cas de l'Europe de l'Est, la volonté de tenir un discours réformiste se heurte à celle de ne rien changer.

Qu'est-ce qui est donc de retour? D'abord l'Etat omniprésent et omnipuissant. On commence subtilement à identifier deux genres de propriétés, celle bonne, celle de l'Etat et celle mauvaise, celle de l'individu ou d'un groupe coopératif. L'initiative privée, l'entreprise privée subissent une double pression, celle du gouvernement qui impose des méthodes de gestion trop centralisées et celle de la criminalité organisée qui cherche à établir ses propres règles du jeu.

Ce qui est aussi de retour est un faux corporatisme qui cherche de réduire l'échange d'idées et d'intérêts à une négociation dans le cadre du parti au pouvoir. L'espace public est remplacé par l'espace du parti, ce qui permet une dangereuse manipulation: les intérêts du parti ou de certaines corporations sont menés comme des intérêts de la nation.

On assiste enfin au retour de la méfiance à l'égard de l'Occident. La tolérance culturelle et intellectuelle est remplacée par une renaissance xénophobie, par une maladie d'"espionnage" aiguë qui fait revivre les années '60.

Mais le retour le plus dangereux est celui du désengagement de la société civile. La division entre le "nous" et les "autres" est à nouveau instaurée. Dans les âmes se glisse l'apatie politique. Le danger ce sont les "autres": cette entité anonyme et amorphe, sans aucun profil politique qui gère l'Etat malgré certaines volontés exprimées, malgré la volonté des citoyens.

Toutefois le communisme ne reviendra pas, il ne peut pas revenir, reste le danger du post-communisme.

Les raisons du Semestre: démocratie et compétitivité

de Alessandro Schiano

A cheval de probables élections anticipées, entre un gouvernement et l'autre, a commencé le semestre de présidence italienne de l'Union européenne.

Privés d'un gouvernement en plein de ses pouvoirs, nous sommes obligés d'observer quel est l'horizon politique et économique dans lequel s'inscrit ce semestre.

La question de la stabilité du gouvernement sous la présidence italienne à l'UE s'est insérée dans le débat politique intérieur comme un éclair en plein soleil.

Tout à coup on s'est aperçu que la question du Semestre de Présidence européenne était sérieuse et surtout que c'était un excellent argument sur la voie de la crise de gouvernement.

Le débat toutefois s'est arrêté sur la considération, entre autre prévue et que tous souhaitaient, d'un exécutif stable pendant un semestre si important pour le futur de l'Union.

Mais presque personne n'a ouvert le débat sur les contenus de cette présidence, en confirmant ainsi la forte composante instrumentale d'une telle argumentation.

Tout le monde sait que de la révision du Traité de Maastricht dépend, ou non, la continuité de ce projet d'Union si fatigusement rejoint après d'innombrables médiations et qui n'étaient pas toutes pleinement partagées. La vérité est que inévitablement, de plusieurs côtés, on parle toujours avec plus de préoccupation des échéances dictées par Maastricht.

Notre européisme souvent formel, de plus, ne nous a pas permis un rôle traînant et de proposition sur le plan international, comme par exemple celui de la France; cela a rendu la question européenne pour les politiques italiens moins intéressante et appétible.

Certainement, nos problèmes intérieurs, liés presque toujours à une éternelle urgence, ont déterminé une progressive asphyxie des thèmes européens, considérés par la plupart comme un terrain théorique de confrontation. Le déclenchement de la plus profonde des crises institutionnelles et de la plus lacérante des crises politiques que la République n'ait jamais vécues, a déterminé l'hostilité et la distance qui existe aujourd'hui entre le Pays et le projet de l'Union.

La dette publique inexorable et les "manoeuvres de correction", que les gouvernements sont obligés à effectuer, réduisent toujours plus le pouvoir d'achat réel des citoyens, et la convergence avec les paramètres de Maastricht pour la Monnaie Unique entraînera sûrement de nouveaux impôts.

Mais ce qui est en train de se passer en Italie n'est pas un cas isolé; les grandes manifestations contre Maastricht et le gouvernement Juppé en France sur la réforme des retraites, ont démontré, s'il y en avait encore besoin, la grande faiblesse d'un projet d'Union basé sur le destin de chaque Etat national individuellement.

Le grand projet d'intégration des marchés et de l'économie a avancé tout seul.

Les grandes réformes institutionnelles, la modification des pouvoirs du Parlement européen, l'élargissement des pouvoirs de la Commission et ainsi de suite, ne peuvent pas être uniquement liés à la clairvoyance ou à la détermination d'hommes comme Delors. Celle-ci est peut-être l'une des grandes limites de la politique européenne effectuée jusqu'à présent.

L'Europe est boîteuse, une jambe est longue et bien développée, celle de l'économie, et l'autre est courte et fragile, celle politico-institutionnelle.

La crise sera inévitable, mais les manières de l'affronter seront liées à l'influence, plus ou moins grande, du parti contraire à Maastricht à partir de la Conférence de révision du Traité. Dans ce cas l'orientation que la Présidence italienne donnera aux travaux sera déterminante.

La récente crise entre l'Italie et la France au sujet des essais nucléaires, a montré que la volonté de s'opposer ou d'annuler les efforts pour améliorer ce Traité peuvent être vanifiés même par un seul Etat qui en ait la volonté.

Il ne faut pas oublier que le prestige qui viendrait du succès des travaux de révision peut faire envie à de nombreux chefs de gouvernement européens, qui pourraient renvoyer à d'autres semestres les positives convergences politiques.

Mais si cela peut même paraître une "méchanceté", il ne faut pas oublier les croissantes difficultés économiques que des géants comme l'Allemagne sont en train d'affronter.

Un autre grand spectre rôde autour des chancelleries de l'Europe: le croissant chômage.

Le chômage augmente aussi parmi les travailleurs allemands, où il a touché 10,5%, un taux qui n'a jamais été aussi élevé depuis la fin de la guerre mondiale; l'Allemagne est partagée en deux, avec une

partie occidentale moins pauvre mais faible, et une partie orientale dans laquelle, les subsides d'états étant terminés, le chômage se répand.

D'après les données récemment publiées par Eurostat, en décembre 1995, les personnes sans travail dans l'UE étaient 10,9% de la population active, contre 10,7% de novembre '95: les sans-travail en Europe sont donc bien 18 millions.

Naturellement l'Italie est le pays qui a fait enregistrer, en pourcentage, le plus grand accroissement en parvenant en termes de chômage global à la quatrième place de l'Union; dans le domaine du chômage des jeunes l'Italie a malheureusement rejoint la deuxième place.

Etant donné les prémisses, un des plus importants dirigeants de la Banque Centrale allemande, Omar Issing, a conseillé une révision ou même un renvoi de la monnaie unique, étant donné la froideur générale à réaliser les convergences économiques de la part de presque tous les Etats européens, qui se débattent avec des problèmes politico-économiques non indifférents.

Mais si même pas l'Allemagne ne rentre plus dans les paramètres prévus par le Traité, alors la perplexité devient presque une certitude, et les voix contre Maastricht prennent corps et la liste des eurosceptiques s'allonge.

Une autre donnée alarmante est celle liée aux prises de position des plus importants syndicats nationaux dans beaucoup d'Etats de l'Union.

Les mesures nécessaires pour aligner les économies à Maastricht sont unanimement considérées iniques et inacceptables.

Une position analogue a été adoptée par presque tous les groupes politiques de gauche en Europe.

Depuis toujours la position la plus dure et hostile est revenue à la droite, qui a âprement combattu l'entier contenu du Traité, mais sur des bases et des suppositions bien différentes.

Il y a quelques mois, même Ralf Dahrendorf est descendu sur le terrain en définissant ces paramètres: "... des théoriques formalismes malavisés écrits par une secte mystérieuse de conseillers économiques...".

La raison de tant d'embarras général se trouve dans le fait que tout le projet de l'Union est maintenant, et effectivement on ne comprend pas pourquoi, écrasé par un tableau de chiffres, qui tout en ayant sa très respectable logique intérieure, ne peut pas et ne doit pas représenter l'ensemble de Maastricht.

Le problème n'est plus seulement qui fera partie de l'UE réduite et qui en sera exclu, mais plutôt qui veut l'union politique, précédée de la Monnaie Unique, et qui ne la veut pas.

Qui est contre l'ensemble du programme du Traité a maintenant tous les atouts dans son jeu, car chaque Etat est obligé à combattre l'inflation de manière si énergique telle à comprimer les mécanismes économiques et sociaux intérieurs.

Celà au lieu d'unir sépare; mais si les paramètres économiques peuvent être revus, même si on ne sait pas sur quelles bases, celà serait une folie remettre en discussion globalement la finalité ultime du Traité.

Depuis longtemps on parle des mécanismes d'innovation introduits dans les organes décisionnels, dans les directives, dans le principe de subsidiarité et dans tant d'autres, mais depuis toujours il y a qui a combattu l'hypothèse d'une union pleine, politique et surnationale.

Le délicat moment de l'histoire de l'Europe se trouve justement là: les pays qui poussent pour entrer devront trouver de nouvelles règles plus souples et en même temps efficaces comme auparavant et même plus.

Mais alors la tâche de la Conférence de révision du Traité, qui s'ouvrira à Turin

sous la présidence de l'Italie, sera le véritable champ de bataille où tous ceux qui veulent l'affaissement de cette idée forte de l'Europe oeuvreront unis.

Il ne faut pas demander seulement des changements de ce qui existe déjà, mais il faudra au contraire lutter pour jeter les bases institutionnelles pour ne pas revenir sur la voie entreprise à Maastricht.

Et c'est là que l'on s'aperçoit combien se châmailler sur la monnaie unique sera, pour le futur, stérile lorsque le véritable problème est que le futur de l'Europe est lié à sa capacité de sortir d'une position de défense de l'achat pour pouvoir réellement rivaliser sur le marché mondial.

Ces paramètres du Traité entraînent la limitation sauvage de l'inflation, mais les industries combattent l'abaissement de la compétitivité en contractant l'occupation, dans la vaine recherche de parvenir au coût du travail de pays comme la Corée.

Seulement en maximalisant les opportunités d'investissements du capital, les consommations et la demande seront augmentées, et la qualité générale des produits, le véritable point de force de l'Europe projetée vers le futur, sera améliorée.

De grands projets d'infrastructures à haute concentration technologique, sont la voie juste pour lutter contre le chômage et augmenter la compétitivité; il faut que le capital européen s'oriente vers ces nouvelles technologies, aujourd'hui en proie aux économies d'assaut, et qu'il récupère le temps perdu.

Voilà le véritable pari sur le futur de l'Union, dans le cadre de la voie écrite et dirigée par la formulation établie à Maastricht; même les échéances pourraient ne plus être les dates fixées pourvu que les finalités restent inchangées.

C'est l'horizon dans lequel s'inscrit le semestre de présidence italienne il faut passer le témoin de l'économie à la politique, comme il s'est passé pour De Gasperi et Adenauer.

La construction de l'Europe et la protection des minorités: le cas des Istro-Roumains

de Guido Ravasi

Au cours de ces dernières années les débats sur la construction de l'union européenne se sont multipliés à un rythme toujours plus serré. Toutefois, les problèmes des minorités ethniques n'ont pas reçu leur juste considération et, dans beaucoup de cas, ils sont passés sous silence.

Si d'un côté il est pleinement justifiable que la focalisation de l'attention dans le cadre du problème Europe soit réservée à la résolution des obstacles les plus importants et aux retards les plus graves qui s'opposent à une effective intégration des pays de l'Union européenne, ce n'est pas pour cela qu'il faut accepter de bon gré que les minorités ethniques *de l'Europe et en Europe* soient oubliées.

Une de ces minorités est celle des Istro-Roumains. Les Istro-Roumains constituent une ethnie peu connue - mais non pas pour cela moins importante - qui au cours des siècles est parvenue à maintenir sa propre culture et sa propre langue.

Comme le nom lui-même indique, les Istro-Roumains sont une communauté qui s'est installée en Istrie et, en partie, aussi dans la zone de Trieste. Les Istro-Roumains ont émigré dans le territoire de l'actuelle Roumanie très probablement pour fuir l'avancée des peuples qui envahirent les Balkans et qui s'établirent d'abord en Dalmatie et successivement en Istrie.

Les premières migrations dont nous avons une documentation certaine eurent lieu au XI^e siècle. Toutefois la présence des Istro-Roumains, même dans le territoire frioulan déjà à partir du XII^e siècle comme d'après les documents qui sont encore en cours d'étude, n'est pas à exclure.

La Fondation Européenne Dragàn dès septembre 1972 a signalé le problème des Istro-Roumains au Congrès de Tarvis pour solliciter l'attention et l'intérêt à cet égard (voir à ce propos l'article de Manoil Haivas "Les Roumains de l'Istrie" publié dans la revue *Europa si Neamul Romànesc* en janvier 1973). C'est donc avec grande satisfaction que la Fondation Européenne Dragàn a participé aux symposium, aux initiatives et aux manifestations à ce sujet et, en particulier, au congrès des Istro-Roumains qui s'est tenu à Trieste où elle a pu constater que les efforts pour diffuser la connaissance du problème et développer une sensibilisation à ce sujet sont en train de devenir toujours plus efficaces.

Depuis désormais trois ans l'Association pour les Istro-Roumains "Andrei Glavina", qui a été constituée à Trieste avec la finalité de sauvegarder l'identité et la langue de cette minorité roumaine, est devenue opérationnelle.

L'Association, qui est un organisme culturel et non pas un mouvement de parti ou politique, se base sur le volontariat de

ses membres et ses activités sont désintéressées. Elle s'inspire aux principes d'une société civile entre les peuples et à leur ré-ciproque connaissance et collaboration. En ce sens méritent une particulière attention les initiatives promues par l'Association afin que l'istroumain soit reconnu comme langue et comme culture par l'Union européenne, et en tant que telles, qu'elles soient transmises, à travers l'institution de leur enseignement facultatif, dans les écoles locales.

Le choix de lier l'Association au nom de Andrei Glavina (1881-1925) dépend du fait qu'il a été le promoteur, tant à travers sa profession de professeur qu'à travers son engagement social, de la sauvegarde de la langue istroumaine.

Justement parce que les Istroumains ne sont pas nombreux et ils sont restés pendant longtemps sans écoute, ou même ils ont été oubliés, tout encouragement qu'ils recevront sera bien accueilli. Nous sommes conscients que dans la voisine ancienne Yougoslavie il y a des problèmes dramatiques mais c'est précisément pour cela qu'il faut oeuvrer pour la défense des plus faibles, pour la protection des minorités et pour la réalisation d'un climat de paix, de respect réciproque et de tolérance.

La connaissance des peuples et de leurs cultures, y compris celles des minorités, représente une voie - naturellement ce n'est pas la seule, mais elle est nécessaire - pour pouvoir arriver à diffuser et développer de manière durable un climat de pacifique vie commune. C'est pour ces raisons que la Fondation Européenne Dragàn et le Centre UNESCO de Milan ont toujours cherché à favoriser la connaissance, la compréhension et la collaboration entre les pays et les ethnies différentes.

Outre à l'Association "Andrei Glavina", nous rappelons aussi un autre organisme culturel, l'Association d'amitié italo-

roumaine "Decebal" de Trieste, dirigée par Ervino Curtis, qui s'est activée depuis longtemps en faveur de la protection et de la connaissance de la culture istroumaine. Le docteur Curtis au récent Congrès International de Trieste "Le rôle culturel des minorités dans la nouvelle réalité européenne" a parlé du cas des Istroumains en présentant une synthèse des approfondies et rigoureuses études effectuées et en avançant des propositions concrètes pour la question istroumaine.

Il s'agit d'empêcher qu'une des manifestations, où la civilisation européenne s'est historiquement exprimée pendant des siècles avec une langue et des caractères à elle propres, ne soit pas progressivement laissée tomber dans l'oubli et dans l'extinction.

Cette manifestation de la civilisation européenne - qui est aussi l'expression de la romanité orientale - a survécu parmi d'innombrables difficultés et est parvenue jusqu'à nous, en représentant non seulement du point de vue social mais aussi du point de vue culturel, comme a dit le président de l'Association "Andrei Glavina" Petru Emiliu Ratiu, "un énigme et un miracle de l'histoire".

Du point de vue de la philologie et de l'histoire de la culture l'istroumain est une langue qui a sans doute son importance. Elle fait partie des ramifications de la langue roumaine ensemble à l'aroumain, diffus en Macédonie, le méglène-roumain qui se trouve dans certaines régions de la Grèce et le roumain *strictu sensu*. Nous rappelons que le dalmate, une autre importante langue, a désormais disparu.

Ces pertes ne concernent pas seulement les populations qui utilisaient ces langues, mais ce sont des pertes pour l'entier patrimoine linguistique et culturel de l'humanité. C'est pour cela que nous ne pouvons pas permettre que cette culture ne meurt dans l'oubli.

De Bruxelles à Strasbourg

Revue de l'activité communautaire

par Manlio Contri

**Le problème
du Conseil
de Sécurité**

SCALFARO PROPOSE A BOUTROS GHALI LA REFORME DE L'ONU

9 janvier - Rome - Le Président de la République Italienne Scalfaro en recevant le Secrétaire général de l'Onu, en visite dans la capitale pour la célébration du cinquantenaire de l'Organisation, a dit qu'il faut avoir le courage d'une révision profonde de l'Onu. Le risque est que cette énorme structure ne se transforme en une inerte machine bureaucratique. Il est temps d'une ample et efficace réforme. Le bilan de l'organisation est certainement positif. Un des plus grands problèmes est le déficit du budget pour la défection de nombreux pays parmi lesquels les Etats-Unis. De plus il y a le problème de l'élargissement du Conseil de Sécurité. L'Italie a présenté un projet à ce propos.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES AGNELLI PRESENTE A STRASBOURG LE PROGRAMME DU SEMESTRE ITALIEN

17 janvier - Strasbourg - Le ministre des Affaires Etrangères Susanna Agnelli a présenté au Parlement communautaire le programme du semestre de Présidence italienne de l'Union. Ce qui a été décidé à Madrid doit être respecté. Susanna Agnelli a rassuré ses partenaires européens: malgré la crise politique italienne, malgré les polémiques intérieures sur les sacrifices imposés par le respect des critères de Maastricht, malgré la probable exclusion italienne du noyau dur de l'"euro", l'Italie guidera l'Europe le long de la voie de l'Union monétaire en respectant les temps et les parcours décidés au dernier sommet communautaire. Cet engagement italien n'était pas du tout considéré comme donné par ses partenaires, qui craignaient, et dans certains cas espéraient, que la Présidence italienne ne puisse entraver la compliquée machine de l'Union monétaire déjà rallentie par la négative conjoncture économique. Susanna Agnelli au contraire s'est lancée dans une passionnée défense des obligations imposées par le Traité. L'engagement de la Présidence italienne, à continuer sur la voie de l'Union monétaire, n'empêche toutefois pas à Rome de voir les dangers inhérents à l'application du Traité.

NOUVEAU CHEF DU GOUVERNEMENT EN GRECE

**Costas Simitis
à la place de
Papandreu**

18 janvier - Athènes - C'est Costas Simitis, l'ancien ministre de l'Industrie, le nouveau chef du Gouvernement qui remplace Andreas Papandreu qui a démissionné à cause de sa maladie. Simitis, 60 ans, est l'homme le plus éloigné de Papandreu et depuis longtemps il est le fier et ouvert oppositeur du vieux patriarce. Il est le plus européen et bourgeois de l'élite socialiste grèque, réformiste convaincu et partisan de l'austérité en économie. Ce sont les députés du Pasok, le parti socialiste grec, qui l'ont choisi.

FORUM EUROPEEN A VENISE SUR L'EUROPE ET L'ASIE

**Rapports plus
serrés entre les
deux Continents**

19 janvier - Venise - Après les expériences des grands voyageurs, l'Europe et l'Asie se sont tournées le dos. Paradoxalement cela se vérifiait juste au moment où le monde était en train de devenir un village global. Cette constatation est de Manuel Marin, vice-président de la Commission européenne, qui à la Fondation Cini a ouvert les travaux du "Forum Europe Asie", organisé par la Commission européenne et par la Présidence italienne de l'Union. Le ministre des Affaires Etrangères Susanna Agnelli a déclaré que le semestre de Présidence italienne sera adressé à resserrer les rapports avec l'Asie. Un rendez-vous important sera le sommet de Bangkok. L'Asie est le continent le plus peuplé et en même temps avec le plus haut taux de croissance économique. Pourtant elle représente aujourd'hui un débouché marginal pour les investisseurs européens avec seulement 2,6% des investissements actionnaires. Quant au commerce, en 1970 l'Europe représentait 25% des importations en Asie, mais en 1992 les importations ont baissé à 15%.

CHOMAGE ET DANGER DE RECESSION AU SOMMET DES G7

**Il n'y a pas
de récession**

20 janvier - Paris - Les ministres de l'Economie du G7 (les sept pays les plus industrialisés du monde) ainsi que les gouverneurs des banques centrales ont fait profession d'optimisme au sujet du danger de récession qui s'annonce pour l'Europe et des remèdes pour l'affronter. Il n'y a pas de récession, en Europe, nous nous trouvons seulement en présence d'un ralentissement de la croissance, a dit le ministre allemand des Finances Theo Waigel. Mais la préoccupation a été le véritable protagoniste du G7. En France, en Allemagne, en Italie les chômeurs se comptent désormais par millions, l'activité industrielle (sauf en Italie) perd des coups: tandis que la voie qui conduit à Maastricht impose d'ultérieurs sacrifices.

JACQUES DELORS ET LA MONNAIE UNIQUE

**Respecter
les critères
de Maastricht**

23 janvier - Bruxelles - L'ancien président de la Commission Jacques Delors, en intervenant aux travaux de la Table ronde organisée par la Commission pour réfléchir sur les conditions de lancement de la monnaie commune européenne, a conditionné la réussite de l'objectif de 1999 à la capacité des gouvernements à réaliser de réels progrès de 1996 à 1998 avec la coordination des politiques économiques et le renforcement de l'action communautaire. Delors a invité à respecter les critères de Maastricht. A son tour le président du Conseil italien Dini, qui dirigeait les travaux, a déclaré que la crise gouvernementale en Italie a freiné la rentrée dans le SME (le Système monétaire européen). La Lire a toutefois enregistré une solide appréciation sur le marc et sur les autres devises. Il a ajouté que le refroidissement de l'économie européenne est une pause qui peut être dépassée déjà au cours du premier semestre de cette année.

LA RUSSIE AU CONSEIL DE L'EUROPE

**Une votation
surprenante**

25 janvier - Strasbourg - Par 164 voix favorables, 35 contraires et 16 abstentions, la Russie a été admise à faire partie du Conseil de l'Europe, l'organisme qui s'occupe de la défense des droits de l'homme et de la coopération sociale et juridique. A rien n'ont servi les appels lancés ces derniers jours pour rappeler que le massacre en Tchétchénie est incompatible avec les règles les plus élémentaires de la démocratie. La votation a été un résultat surprenant si on considère que le Conseil de l'Europe est né en 1949 justement pour être le rigoureux gardien de la démocratie et des droits de l'homme. Sensationnelle la déclaration du leader extrême-droite Vladimir Zhirinovsky, selon lequel la Russie est le pays le plus libre du monde et que, en cas de vote contraire, il aurait formé son bloc pour un Conseil de l'Europe orientale suivie des pays de l'Est et des états asiatiques.

UN PLAN EUROPEEN POUR EVITER L'ECHEC DE L'ONU

27 janvier - New York - Les Quinze pays membres de l'UE ont proposé un plan destiné à faire sortir l'Onu des graves difficultés financières dans lesquelles l'organisation se débat. La principale innovation consiste dans la grille de contributions versées par les états membres. Les Etats-Unis paieraient moins, tandis que l'Allemagne, la Chine et le Japon, à cause de leur économie en croissance, verseraient plus. En contrepartie les Etats-Unis qui avec plus d'un milliard de dollars d'arrérages sont largement responsables des difficultés financières de l'Onu, ainsi que les autres débiteurs, seraient tenus à régler leurs dettes sans s'exposer à des sanctions.

LA FRANCE SUSPEND SES ESSAIS NUCLEAIRES

L'annonce de Chirac

29 janvier - Paris - Après cinq mois la France suspend ses essais nucléaires dans le Pacifique en s'arrêtant à six explosions contre les huit programmées. L'annonce a été donnée par le président de la République Chirac en ajoutant que la France - désormais que sa sécurité est assurée - entend jouer un rôle actif sur le front du désarmement mondial et sur celui d'une meilleure défense européenne.

JACQUES SANTER VEUT RELANCER LE TRAVAIL

Un pacte européen

31 janvier - Bruxelles - Pour relancer la croissance, l'investissement et l'emploi dans l'Union européenne, le président de la Commission Jacques Santer a proposé un pacte européen de confiance pour l'emploi. Dans un discours au Parlement de Strasbourg il a invité les partenaires sociaux à une table ronde au mois de mai sur les thèmes de la flexibilité du travail, de la formation, de la création d'emplois, de la modération des coûts. Le président de la Commission a également annoncé de nouvelles initiatives pour engager un million d'écu pour le réseau des transports transeuropéens et 700 millions d'écu pour la recherche.



Associato all'U.S.P.I.

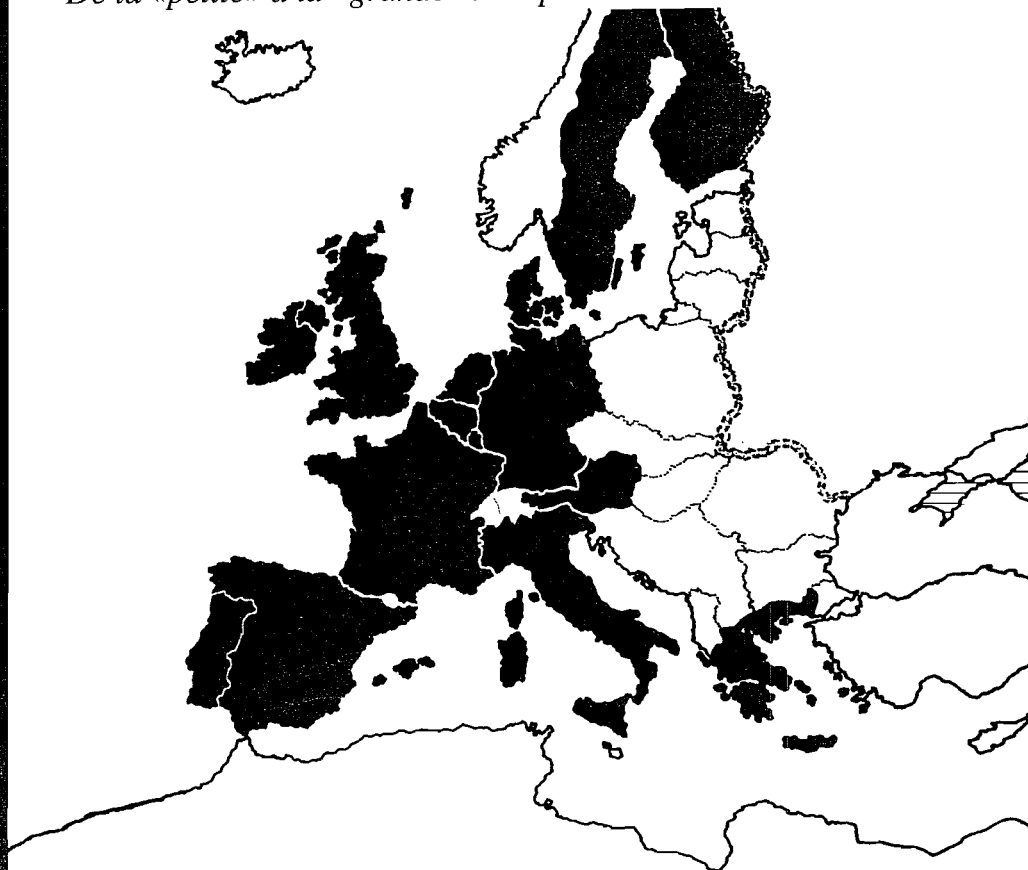
1996

Bulletin Européen

Rivista mensile della Fondazione Europea Dragàn
Spedizione in abbonamento postale 50% - Roma
Edizioni Nagard S.r.l. - Foro Traiano 1/A, 00187 Roma - Tel. (06) 679.77.85-678.09.48 - Fax (06) 678.49.61
Direttore Responsabile: Sabino d'Acunto
Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del 3-6-1988
(già n. 1861 del 15-2-1951) - Finito di stampare nel mese di marzo 1996
presso Centro Stampa - Via Larga, 11 - 20122 Milano

OUTRE L'AN 2000

De la «petite» à la «grande» Europe



... si la *Communauté Economique Européenne* est la base de l'unification de l'Europe, la *Communauté Culturelle* en permettra sa réalisation durable.

SOMMARIO

<i>Europaes</i> : La Russie et la violation des droits des peuples	1
<i>Boutros Boutros-Ghali</i> : Un nouvel essor pour les Nations Unies	4
<i>Helmut Kohl</i> : Discours au Conseil de l'Europe	6
<i>Leonardo Casini</i> : Le nationalisme e le communisme dans la Russie actuelle	9
<i>Giancarlo Saporetti</i> : Du respect de la personne à la construction d'une culture de la paix	11
<i>Manlio Contri</i> : Les communistes reviennent-ils?	13
<i>Alessandro Schiano</i> : Les raisons du Semestre: démocratie e compétitivité	15
<i>Guido Ravasi</i> : La construction de l'Europe e la protection des minorités: le cas des Istro-Roumains	18
<i>Manlio Contri</i> : De Bruxelles à Strasbourg	20